

Avis n° 04-305
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 25 mars 2004
sur la décision tarifaire de France Télécom
n° 2004014 relative à la généralisation de l'offre « Appel à prix unique »

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu l'avis n° 02-1201 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 23 décembre 2002 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2002185 relative à l'expérimentation des offres « Appel Local à prix unique » et « Appel en France à prix unique, soir et week-end »;

Vu la demande d'avis de France Télécom reçue le 11 février 2004 ;

Vu les éléments d'information complémentaires fournis par France Télécom le 8 mars 2004 ;

Après en avoir délibéré le 25 mars 2004,

1. Le contexte

a) Sur les offres d'abondance

Les chiffres publiés par l'Autorité dans son observatoire des marchés montrent le tassement des communications entre postes fixes. Etant donné la faible élasticité des coûts par rapport aux volumes, une baisse des volumes pourrait avoir un effet haussier sur les coûts unitaires. Dans ce contexte, les offres d'abondance ont pour principal intérêt de pouvoir relancer la consommation téléphonique sur le réseau fixe de France Télécom et d'en baisser le coût d'usage par minute.

France Télécom présente des offres dites d'abondance, depuis le 2ème semestre 2001. Elles se déclinent suivant deux types de propositions, applicables majoritairement aux heures creuses : une offre de communications illimitées vers 3 numéros de téléphone choisis en national (local, voisinage et longue distance), qui s'applique uniquement le week-end. Cette offre est commercialisée depuis le début de l'année 2003 ;

- une offre de tarification à l'appel sur les communications nationales (locales, de voisinage et longue distance), quelle que soit la durée de l'appel dans la limite de 2 heures. Cette offre en phase expérimentale depuis le 2ème semestre 2002 s'applique en semaine de 18h à 8h et le week-end.

L'objet de cette décision tarifaire est de généraliser cette deuxième offre. Dans son avis n° 02-1201, l'Autorité avait précisé les conditions dans lesquelles cette expérimentation devait avoir lieu. En effet, *« au-delà de l'effet à long terme sur les volumes, ces offres, en rupture avec les pratiques actuelles du marché, comportent par-là même un pari sur leur équilibre économique »*.

Pour le régulateur, ce pari doit être analysé au regard de trois préoccupations :

- *les revenus attachés à ces offres doivent couvrir les coûts générés ;*
- *les opérateurs concurrents de France Télécom doivent être en mesure de concurrencer ces offres dans des conditions économiques équitables ;*
- *l'expérimentation ne doit pas engendrer une « captation » excessive et irréversible du marché, notamment des clients importants. »*

b) Sur l'expérimentation de l'offre « Appel en France à prix unique, soir et week-end »

L'Autorité souscrit à l'objectif d'une relance des consommations sur le réseau fixe, en particulier via cette offre, dont la période de validité est limitée principalement aux heures creuses et aux heures bleu nuit du catalogue d'interconnexion de France Télécom. Elle a donc été favorable à une expérimentation de l'offre « Appel en France à prix unique » à la condition que ses modalités puissent en limiter les risques cités en a). Dans cet esprit, l'Autorité a accepté les propositions suivantes de France Télécom :

- limitation à 400 000 du nombre d'abonnés à cette expérimentation ;
- présentation de rapports réguliers sur des données bimestrielles par France Télécom pendant toute la durée de l'expérimentation ;
- fourniture du premier de ces rapports trois mois après le début de l'expérimentation ;
- inclusion au minimum des indicateurs principaux permettant d'apprécier les équilibres économiques de l'offre, à savoir : le chiffre d'affaires, le volume de minutes et le nombre d'appels des communications comprises dans l'offre et de celles facturées en dehors de l'offre ;
- segmentation entre différents types de clients suivant leur profil de consommation antérieur à la nouvelle offre de façon à mesurer les différents effets d'élasticité ;
- conditions d'arrêt de l'expérimentation permettent, d'une part, de ne pas avoir de rupture dans la fourniture du service en cas de généralisation et, d'autre part, de pouvoir retirer l'offre du marché si le bilan n'est pas satisfaisant, comme le prévoit le projet de conditions contractuelles spécifiques fourni avec la décision tarifaire.

2. Description de la décision tarifaire

a) Sur le bilan de l'expérimentation

Dans son dossier tarifaire, France Télécom a indiqué ne pas avoir atteint la moitié du nombre de clients maximum autorisé. Du fait de cette montée en charge graduelle, France Télécom justifie le non-respect de son engagement de fournir des rapports bimestriels intermédiaires.

Le bilan fourni dans le cadre de cette décision tarifaire a permis de préciser le nombre de clients et les consommations avant le début de l'expérimentation suivant trois catégories,

elles-mêmes subdivisées en 3 à 5 sous-catégories, suivant le nombre d'appel total¹ par mois. France Télécom a fourni également les taux d'élasticité en appels et en volume sur ces catégories.

Par ailleurs, une prolongation de l'expérimentation a été demandée par France Télécom par courrier en date du 11 mars 2004.

b) Sur les nouveaux tarifs

Cette offre concerne les appels, émis à partir d'une ligne fixe vers les numéros fixes, locaux, de voisinage et longue distance. Elle s'applique aux communications passées du lundi au vendredi entre 18 heures et 8 heures et les samedis, dimanches et jours fériés.

Elle permet au client, moyennant un abonnement de 5 € TTC en métropole (contre 6 € TTC durant l'expérimentation), de bénéficier d'un prix unique de 0,11 € TTC par appel (contre 0,15 € TTC durant l'expérimentation), quelle qu'en soit la durée dans la limite de deux heures par appel. Au-delà de cette durée de deux heures, la tarification s'effectue sur la base du prix à la minute d'une communication ordinaire pour la direction concernée.

Cette offre ne s'applique pas notamment aux communications vers les mobiles, aux communications vers les numéros spéciaux accessibles par une numérotation particulière ou faisant l'objet d'une tarification spécifique (Transpac, Télétel, Audiotel...), aux communications vers les services Internet ainsi qu'aux communications émises à partir des cartes France Télécom.

De plus, les clients ayant souscrit à l'offre « Appel à Prix Unique » peuvent bénéficier, moyennant le paiement d'un abonnement mensuel de 1 € TTC, des tarifs de l'« Option Plus » 24h/24 et 7j/7 (prestation incluse dans l'offre « Appel à Prix Unique » durant l'expérimentation) sur leurs communications à destination des mobiles nationaux (métropole et DOM), des départements ou collectivités territoriales d'Outre-Mer et des postes fixes à l'étranger.

3. Analyse de l'Autorité

L'Autorité regrette que France Télécom n'ait pas respecté son engagement de fournir des rapports bimestriels durant la phase d'expérimentation de cette offre.

L'Autorité a analysé les informations fournies par France Télécom dans le dossier tarifaire initial et dans ses réponses au questionnaire de l'Autorité. Il ressort que l'élasticité en nombre d'appels et en durée des communications a pu être mesurée sur trois catégories de clients suivant que leur nombre d'appels par mois étaient inférieurs à 20, compris entre 20 et 60 ou supérieurs à 60.

L'Autorité a donc été en mesure d'évaluer les coûts pour ces trois catégories de clients d'un opérateur tiers, faisant appel à l'offre d'interconnexion de France Télécom, et offrant une

¹ c'est-à-dire tous types de trafic confondus

prestation équivalente. Elle a par ailleurs vérifié que les coûts de France Télécom étaient inférieurs ou égaux à ceux d'un tel opérateur.

Du fait de la spécificité des trafics, en particulier de la forte proportion d'appel longue distance, il en ressort qu'un opérateur tiers ne serait pas en mesure d'offrir une prestation équivalente dans des conditions économiques satisfaisantes sur aucune des trois catégories de clients définies ci-dessus. De plus, si l'on tient compte du fait que les tarifs proposés pour la généralisation sont inférieurs à ceux de l'expérimentation, le phénomène d'élasticité devrait être amplifié et dégrader le bilan économique de cet opérateur.

A contrario, l'Autorité note qu'avec les tarifs actuels de l'expérimentation, cet effet de ciseaux disparaît alors que les clients bénéficient d'une baisse de tarifs par rapport à l'offre de base de 16% en moyenne. De plus, l'Autorité estime, en tenant compte de l'élasticité indiquée par France Télécom, que la baisse de l'abonnement de 1 euro toutes taxes comprises en contrepartie du découplage de l'« Option Plus » ne semble pas poser de problème concurrentiel. Sur la base de ce nouveau tarif d'abonnement, un tarif de 0,13 euro TTC par appel (à comparer à 0,15 euro durant l'expérimentation et 0,11 euro proposés pour la généralisation) permettrait à un opérateur tiers offrant un service équivalent de dégager une marge modeste mais positive et serait donc satisfaisant pour l'Autorité.

4. Conclusion

Sur la base de cette analyse, l'Autorité émet un avis défavorable sur la décision tarifaire n° 2004014 de France Télécom.

Le présent avis sera transmis, d'une part, au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part, transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 25 mars 2004.

Le Président

Paul Champsaur